**NOTE DE PRESENTATION
DU GROUPE
DE LA BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE (BRS)**

INTRODUCTION

Le projet de la Banque Régionale de Solidarité est une réponse à l'aggravation du phénomène de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. C'est pourquoi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union réunis le 08 décembre 1999 à **Bamako**, ont dans leur déclaration intitulée « *Relever ensemble, dans la solidarité, les défis du troisième millénaire* », réaffirmé la détermination des Etats, à faire de la lutte contre la pauvreté, un impératif des politiques économiques.

Dans cette optique, le Séminaire Ministériel tenu à Dakar du 29 juin au 1^{er} juillet 2000 sur le thème « *Stratégie de lutte contre la pauvreté dans les Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine* » s'est réapproprié cette approche. Il a été donc retenu la mise en œuvre de mesures urgentes et hardies, visant à faire reculer la pauvreté et asseoir les bases d'une croissance durable à travers une approche sous régionale.

Ainsi, à la faveur d'une large concertation et d'un vaste processus participatif, des réflexions ont été menées lors d'un séminaire organisé les 9 et 10 juillet 2001 à Bamako sur la « *Contribution du secteur financier à la lutte contre la pauvreté dans les Etats membres de l'Union* ».

Une centaine de professionnels ont réfléchi sur la question et ont retenu l'idée de doter l'UEMOA, d'un mécanisme financier à l'échelle régionale, intervenant comme une banque universelle, mais originale par ses procédures opérationnelles et surtout financièrement rentable.

C'est ainsi qu'une étude sur les aspects sociologiques du Projet BRS a été commanditée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest en 2001. Dans la conception du Projet BRS, les Promoteurs, en l'occurrence la BCEAO, la BOAD et la Commission de l'UEMOA se sont inspirés d'expériences similaires se sont inspirés d'expériences similaires menées avec succès en Tunisie et au Bengladesh à travers respectivement la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et la Gramen Bank.

A la suite de ces expériences, l'idée de faire contribuer davantage le secteur financier à la lutte contre la pauvreté a été transformée en projet viable, présenté lors de la Table Ronde des partenaires de la BRS en février 2002 à Dakar.

Cette initiative a été voulue sous la forme d'un groupe bancaire et financier dénommé Banque Régionale de Solidarité (BRS) avec comme structure faîtière, **un Holding à vocation de Société d'Investissement.**

A- PRESENTATION DU HOLDING DE LA BANQUE REGIONALE DE SOLIDARITE

Le Holding BRS (BRS-SA) est une Société anonyme à conseil d'Administration et soumis aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Il dispose d'un capital de 24 milliards de francs Cfa entièrement libéré, détenu par les huit (08) Etats membres de l'Uemoa (10%, soit 1,25% chacun, le Fonds d'Actions Communautaires de l'UMOA (10%), la BOAD (10%), la Commission de l'UEMOA (10%) et (60%) par divers porteurs. Son siège social est à Niamey en République du Niger.

Le Holding définit toutefois la politique générale du Groupe, décide de la diversification de ses activités et des orientations stratégiques. A ce titre, il établit les comptes consolidés du Groupe.

Les filiales quant à elles, mettent en œuvre la politique arrêtée au niveau du holding dans les secteurs qui sont les leurs.

Avec la création de la Banque Régionale de Solidarité, l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA, vont disposer d'un outil financier et bancaire unique de lutte contre la pauvreté. Cette initiative ambitieuse s'appuie sur une politique parfaitement définie.

1- Mission et Objectif de la BRS-SA

Pour atteindre son but de financer par des appuis multiformes à la production, des activités génératrices de revenus initiées par les populations n'ayant pas accès au système financier et/ou bancaire classique, la BRS s'est fixée comme fonction majeure de développer l'emploi indépendant et l'émergence de micro entreprises.

D'autres filiales sont à créer dans le cadre de la diversification des activités du Groupe. Il s'agit de :

- BRS Multimédia, spécialisée dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) ;
- FOGAM-BRS jouant le rôle de Fonds de Garantie du projet des Micro-projets ;
- Fiduciaire BRS assurant la gestion de portefeuille et l'intermédiaire financière ;

- Fondation BRS-Trust Fund chargée de la collecte de fonds auprès d'organisations caritatives et de bailleurs de fonds dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ;

Afin de permettre aux filiales bancaires de disposer de leur propre Conseil d'Administration, le holding ne détiendra pas la totalité de leur capital social qui est ouvert aux entreprises poursuivant des missions d'intérêt général au niveau de chaque Etat. Il s'agit notamment des sociétés comme la LONASE, la SONATEL et la SENELEC. Une part importante du capital (50%) -prise en portage par le FAC-UMOA aux fins de rétrocession aux privés- est déjà réservée à l'actionnariat populaire. Ce dernier sera sollicité en temps opportun par appel public à l'épargne, dans le respect des dispositions réglementaires.

2- Originalité des activités BRS

Le champ d'intervention s'établit autour :

- Des petites entreprises de production ;
- Des activités de transformation
- De la commercialisation de produits locaux ou transformés localement

Seulement, la BRS comme tout établissement bancaire, effectuera les opérations commerciales classiques, au profit de tout autre client.

Population cible

Différents groupes spécifiques constituent la cible prioritaire de la BRS. Ce sont :

- Les diplômés sans emploi de l'enseignement supérieur, général, technique ou professionnel des écoles, des arts et métiers ;
- Les apprentis ayant achevé leur formation auprès d'un maître artisan dûment inscrit au registre des artisans du pays et reconnu par ses pairs ;
- Les femmes majeures (55 ans au plus) en activité et/ou porteurs de projet ;
- Les coopératives non financières d'ouvriers, d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, d'artisans...
- Les opérateurs de micro activités de production aspirant au développement ou à la modernisation de leur activité ;
- Les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), au sens de la loi PARMEC, pour la mise en place de ligne de crédit ou le refinancement des projets d'investissement de leurs membres ou clients ;
- Les jeunes déscolarisés.

La durée des interventions varie selon la taille et les spécificités du projet et les besoins de la clientèle. Elle sera soit à court terme (jusqu'à deux (02) ans) pour

les micros projets et les besoins spécifiés de la clientèle, soit à moyen ou long terme (de cinq (05) à dix (10) ans).

Les taux d'intérêt appliqués aux interventions se veulent faibles. Ils seront toutefois établis en fonction du coût des ressources de la Banque.

B- LE PARTENARIAT

Le succès du Projet BRS repose essentiellement sur les partenariats créateurs de valeur ajoutée, que la Banque va nouer avec des professionnels. Ces partenaires seront rémunérés pour leurs services.

L'idée d'une telle synergie de compétences est l'adhésion au projet BRS, de volontaires impliqués dans l'atteinte des objectifs fixés par un positionnement des partenaires en amont ou en aval du schéma des activités à réaliser.

Chaque partenaire a un rôle parfaitement défini en accord avec le schéma retenu par le groupe BRS, qui cadre avec la nature de son activité et de ses compétences.

En fonction de la nature et des attentes des partenaires et de la BRS, un partage de risques et de la valeur ajoutée créée sera matérialisé dans le cadre de relations contractuelles clairement définies (conventions, contrats de partenariats, cahiers de charge...).

Pour assurer une assistance multidimensionnelle à la population cible en finançant sans garantie formelle un grand nombre de projets de production et de transformation, une typologie de partenaires a été définie : Institutionnels, Relais Techniques, Relais Financiers, Financiers, Commerciaux.

1- Les Partenaires Institutionnels

Sont visés par ce type de partenariat l'Etat, ses démembrements et toutes les Institutions dont les initiatives en amont renforcent l'efficacité des interventions du groupe.

Les attentes par rapport à ce partenariat se résument ainsi :

- Garantir les conditions minimales d'émergence de projets (Administration Centrale : Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Finances, Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor... et les Collectivités Locales ;
- Faciliter dans le temps et l'espace, les procédures de création d'entreprise (APIX) ;
- Apporter, encadrer, prendre en compte la dimension genre et former les futurs clients et promoteurs (Association des élèves étudiants, Centres de formation, Associations professionnelles, Universités et Grandes écoles, Chambres de commerce, Associations, Foyers et Groupements féminins...).

2- Les Partenaires Relais Techniques

Ils assurent un rôle d'assistance technique et d'apporteurs d'affaires. Les attentes par rapport à ce partenariat se résument comme suit :

- Identifier et accompagner les promoteurs (ONG, Structures Financières Décentralisées -SFD-) ;

- Prendre en compte la dimension genre, former et apporter des projets (SFD, Agences spécialisées en montage de projets, Bureaux d'études, Centres de métier) ;
- Assister techniquement les projets en aval (fournisseurs des clients) ;
- Assurer l'habilitation technique et professionnelle des promoteurs artisans (Chambre des métiers).

3- Les Partenaires Relais Financiers

Ils jouent le rôle d'agences, de guichets, de caisse ou de payeurs relais. Les attentes par rapport à ce partenariat se résument ainsi :

- Recouvrer les crédits (SFD, Collecteurs ambulants) ;
- Recevoir les dépôts relatifs aux remboursements de crédit (SFD et Poste/CCP/CNE) ;
- Refinancer les projets des membres bénéficiaires (SFD) ;
- Cofinancer les projets (banques spécialisées) ;
- Recevoir les lignes de crédit (SFD, Groupements féminins) ;
- Encaisser les paiements relatifs à la fourniture de biens et services (Fournisseurs).

4- Les Partenaires Financiers

Ce sont les structures avec lesquelles des créations conjointes de filiales, l'octroi de subventions d'investissements et/ou de lignes de crédit sont envisageables.

Sont visés par ce partenariat les grandes entreprises nationales opérant dans des secteurs d'intérêt général et autres entreprises susceptibles d'offrir un partenariat technique spécifique, les Compagnies d'assurance et Sociétés informatiques spécialisées dans les NTIC, les Bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, les Fonds de bienfaisance et Organisations caritatives, l'Administration centrale et les Collectivités locales.

5- Les Partenaires Commerciaux

Ce sont les fournisseurs de biens et services, agréés par la BRS et mis à la disposition des clients qui sollicitent des crédits. Une véritable opportunité d'affaires leur est ainsi offerte par la BRS.

En définitive, c'est l'économie sénégalaise dans tous ses secteurs d'activité -aussi bien au niveau micro comme macro-économique- qui va bénéficier des retombées positives de cette création de richesses, via l'accroissement de la valeur ajoutée économique globale et par conséquent de son Produit intérieur brut (Pib).